

*Profession de foi de **Arnaud Giacometti**,  
candidat à la présidence de l'université de Tours*

## **Demain faisons vivre ensemble et autrement l'université à Tours**

A travers la **diversité** des métiers nécessaires au fonctionnement de notre université, dans le large éventail de nos disciplines (tant en matière de recherche que de pédagogie) nous sommes nombreuses et nombreux à vouloir contribuer à **l'élaboration des connaissances**, à **l'émancipation et à la réussite des étudiant.es**, au rayonnement de notre université, à **la dynamique qu'elle peut générer dans son territoire**, que ce soit sur le plan social, économique et écologique.

La Loi de Programmation de la Recherche, après la LRU et les appels à projets successifs du PIA, entraîne une reconfiguration profonde du monde universitaire et de la recherche, avec une concentration des moyens sur un nombre réduit d'établissements. Ce contexte national, défavorable à une université comme l'université de Tours, **rend d'autant plus nécessaire et précieux le travail collectif**. En local, notre force ne réside pas dans une compétition accrue entre collègues, composantes ou laboratoires, ni dans l'homogénéisation de leurs modes de fonctionnement, mais dans la **coopération, la concertation**, le respect de nos diversités et des **synergies** qu'elles permettent de susciter. Au niveau national, la voix de l'université sera plus forte si elle est nourrie d'une cohésion collective nouvelle, d'une vitalité démocratique retrouvée, conditions indispensables pour obtenir des pouvoirs publics les moyens dont nous avons besoin pour **offrir un service public de qualité** et **améliorer les conditions de travail** de toutes et de tous.

Alors que ces quatre dernières années ont été marquées par un affaiblissement de la démocratie universitaire et une dégradation des relations entre les personnels, il nous faut construire **une démocratie de confiance et d'appropriation**, où toutes celles et ceux qui travaillent à l'université (personnels et étudiant.es) sont véritablement informé.es des enjeux universitaires, et peuvent être consulté.es, afin de peser sur les décisions qu'il revient finalement aux conseils centraux d'adopter et à l'exécutif universitaire (au premier rang duquel la présidence) de mettre en œuvre. Notre université a en effet besoin de **toutes ses composantes et laboratoires**, de toutes ses sensibilités pour affronter les défis scientifiques et pédagogiques, et obtenir les moyens et la reconnaissance de ses missions.

### **Pour une authentique vitalité démocratique**

Une **concentration trop forte des pouvoirs** a mis à mal la cohésion de notre communauté. Mais il est possible de restaurer la confiance collective en partageant mieux ces pouvoirs, en prenant le temps de débattre en amont et en aval de nos processus délibératifs. La revitalisation de notre démocratie universitaire se traduit dans les propositions suivantes :

- Mettre fin à la présidentialisation excessive de l'université en **séparant dès décembre 2020 les fonctions de président.e de l'université et de président.e du Conseil Académique**. Le rôle du Conseil Académique devra également être renforcé, en en faisant une instance d'authentiques débats sur la recherche et la pédagogie. Sur des questions stratégiques, il devra être force de propositions au Conseil d'Administration.
- **Redonner des moyens aux composantes et à leurs conseils**, en appliquant quand cela se justifie le principe de subsidiarité. Indéniablement, les composantes sont les mieux placées pour analyser et régler les problèmes de proximité. Avec un fonctionnement plus transparent, la place du Conseil des Directrices et Directeurs de Composantes devra être redéfinie afin de mieux de respecter la légitimité des conseils de facultés et des conseils centraux.
- **Mettre à disposition de l'ensemble de la communauté** universitaire les documents sur lesquels les conseils centraux et commissions s'appuient pour prendre des décisions importantes. Des formations seront proposées aux élu.e.s et à notre communauté pour qu'ils puissent comprendre et analyser ces documents dans un esprit critique, et éviter ainsi que les conseils ne soient que des chambres d'enregistrement.
- Organiser au moins une fois par an de **grands débats sur les enjeux majeurs pour notre université** afin que chacun et chacune puisse les questionner et se les approprier.

Certaines de ces propositions nécessiteront de **revoir les statuts de notre université**. Une première modification sera apportée rapidement pour séparer les fonctions de présidence de l'université et de présidence du Conseil Académique. Une refonte plus importante devra être entreprise dans un deuxième temps, en particulier pour définir une composition plus démocratique de certaines commissions (par exemple la commission des moyens, le conseil du numérique). **La place des étudiant.es dans la vie démocratique de notre université** devra également être accrue, à la fois en renforçant et rendant plus visible le rôle des élu.es étudiant.es dans les différents conseils centraux, mais aussi en intégrant davantage de vice-président.es étudiant.es dans l'équipe de direction de l'université.

### **Pour un fonctionnement harmonieux de l'université**

Le fonctionnement actuel de l'université a induit des tensions entre les personnels, que ce soit en central entre les services et l'équipe présidentielle, au sein des composantes et laboratoires, ou entre ces derniers et les services centraux. Au-delà d'un manque de moyens, ces tensions viennent pour beaucoup d'un manque de dialogue entre personnels, dialogue qu'il faut se donner les moyens de renforcer en développant des espaces et temps de rencontre. Mais elles résultent également d'une volonté de séparer trop fortement les rôles des personnels selon leurs fonctions ou leur statut. Dans un tel contexte, il nous semble important de reconsidérer le fonctionnement de l'université à travers les propositions suivantes :

- **Impliquer l'ensemble des personnels** (BIATSS comme enseignants-chercheurs) et **étudiant.e.s** dans tout nouveau projet en élaborant collectivement des propositions, avec des options variées, débattues ensuite dans les conseils, puis validées ou non. Appuyons-nous sur l'expérience de nos services, composantes et unités de recherche en favorisant la remontée de propositions auprès des conseils centraux. Donnons une place plus importante aux étudiant.e.s dans la construction des grands projets, en les intégrant mieux dans les groupes de travaux préparatoires et commissions permanentes.
- Afin de **ré-humaniser notre organisation** et de **faciliter les relations entre les services centraux et composantes**, veiller à conserver des personnels administratifs et techniques sur les différents sites de l'université. A partir de diagnostics partagés, il faut également chercher à simplifier certaines procédures en clarifiant les rôles de chacun.e et en faisant davantage confiance aux personnels.
- **Reconnaître les qualifications et l'expérience** de l'ensemble des personnels, avec la création d'un.e vice-présidence en charge des conditions de travail, du dialogue social et des luttes contre les discriminations.

Dans tous les domaines et activités de notre université, un sentiment d'accélération et de frustration (par manque de temps pour réaliser correctement son travail, avec le sentiment d'être submergé, qu'une urgence en balaye une autre) s'est très largement répandu. Ce phénomène devra être au cœur de nos réflexions car il conduit souvent à une perte d'efficacité, mais aussi au sentiment de perte de sens, menant au développement de souffrances au travail ou à des formes de désengagement. Il nous faudra examiner comment **redonner des perspectives et du temps à tous les personnels** qui croulent sous des tâches parfois peu valorisantes et utiles, et surtout finalement très coûteuses pour notre établissement. Une telle réflexion est nécessaire pour **améliorer notre qualité de vie au travail**.

### **Pour une offre de formation riche et reconnue**

Accroître la **réussite des étudiants**, mieux assurer l'articulation formation recherche, améliorer l'insertion professionnelle et la formation tout au long de la vie constituent des objectifs largement partagés par notre communauté. Ces objectifs doivent également **s'appuyer sur la collégialité et la confiance dans les équipes pédagogiques** pour la construction de l'offre de formation et l'accompagnement des étudiant.e.s. Ces objectifs nécessitent aussi de renforcer nos liens avec l'environnement économique, social et culturel, dans un **dialogue renforcé avec les collectivités territoriales** (villes, métropole, département et région) et **EPST** (CEA, CHRU, CNRS, INRAe, INSERM). Sans reprendre l'ensemble des propositions que nous avons présentées et débattues pendant la campagne électorale, trois enjeux sont prioritaires pour nous :

- Favoriser la réussite des étudiant.e.s en licence par **une meilleure insertion des étudiant.e.s en première année**. Un meilleur accueil nécessite un renforcement des moyens, en particulier par le dégel de postes (en stoppant la baisse des dépenses en personnels permanents par étudiant). **En partenariat avec les établissements du secondaire**, elle nécessite une meilleure préparation des transitions lycées / licences. A partir d'une analyse et un bilan partagé des nombreuses et riches expériences de nos composantes et départements, des dispositifs d'insertion tels que le **tutorat étudiant** doivent être renforcés, ce

dernier étant le plus souvent positif pour tous les acteurs impliqués (enseignant.e.s référent.e.s, étudiant.e.s tuteurs et tutoré.e.s). **En partenariat avec la Région et le rectorat**, il nous faudra examiner comment mieux identifier les étudiant.es en situation de décrochage et construire ensemble de nouveaux dispositifs de remédiation. Enfin, il nous faudra **renforcer l'inclusion des étudiant.e.s dans la communauté universitaire**, car ils en sont des acteurs essentiels et pas seulement des usagers.

- **Mener une réflexion sur la Formation Ouverte et à Distance** dans un climat de confiance retrouvé. En prenant en compte la diversité et l'hétérogénéité des publics accueillis, ainsi que la liberté des pratiques pédagogiques des enseignant.e.s, les outils numériques peuvent permettre le développement de pratiques pédagogiques pertinentes. Dans le contexte de la crise sanitaire que nous traversons, ils ont permis de garder un lien précieux avec les étudiant.e.s, mais ils ont aussi montré l'importance du présentiel. A la sortie espérée de cette crise, un bilan des pratiques et résultats obtenus devra être mené. Enfin, les initiatives pédagogiques que nous favoriserons ne se limitent pas au numérique.
- Faciliter **l'accès à l'université de publics diversifiés** (formation continue, publics en reprise d'étude, étudiant.e.s internationaux, etc.), car ils constituent une richesse pour nos formations. Avant même la crise sanitaire que nous traversons, l'université se devait d'être un acteur central de la **formation tout au long de la vie**. Avec la crise économique, les besoins vont encore se renforcer, car la crise sanitaire débouchera probablement sur un nouvel équilibre économique, demandant de nouvelles compétences.

Pour finir, il nous semble essentiel de travailler collectivement à **la consolidation et au développement de notre offre de master**, en renforçant l'articulation des niveaux Licence et Master, ainsi que Master et Doctorat. Leur adossement à la recherche mais aussi aux partenariats avec le tissu socio-économique, la société civile et l'international doit être encore développé.

### **Pour une recherche ouverte, critique et plurielle**

La recherche au sein de notre établissement est plurielle, tant par ses acteurs (personnels de laboratoire, techniciens et ingénieurs, doctorants et docteurs, enseignant.e.s-chercheur.e.s) que par la **richesse des champs scientifiques et disciplinaires** couverts. C'est pour cette raison que nous proposons de mettre en place **un binôme Santé Sciences et Technologies - Sciences Humaines et Sociales à la tête de la commission recherche**. Tout en prenant en compte les spécificités et temporalités de chaque discipline, elle doit être ouverte pour **répondre aux besoins sociétaux**. Dans un cadre toujours plus compétitif, nous nous devons également :

- D'examiner ensemble comment ne pas laisser les appels à projets, toujours plus nombreux, orienter à eux seuls nos thématiques, orientations et méthodologies de recherche, et comment **préserver le nécessaire temps long de la recherche**. Après le vote de la LPR, qui prévoit (à moyen et long terme) une augmentation significative du budget de la recherche, il faudra porter haut et fort la **nécessité d'un rééquilibrage en faveur des financements récurrents de la recherche**.
- De trouver **un équilibre entre les différentes formes de recherche** existantes au sein de notre établissement et que nous devons toutes soutenir, que ce soient **des recherches individuelles** ou en petits groupes visant à l'exploration de nouvelles pistes, des recherches nécessitant un **travail collaboratif** et le montage de projets nationaux ou internationaux avec des équipes d'autres établissements, ou enfin des recherches s'intégrant dans **des projets fédérateurs et de longues durées** (tels que les LabEx et ARD) avec de forts impacts sociaux-économiques.
- D'**encourager les dynamiques collectives** au détriment de la compétition. Ces dynamiques collectives peuvent se construire en interne, en facilitant une **recherche pluridisciplinaire**. Mais elles peuvent aussi se construire en externe, que ce soit en partenariat avec les entreprises du territoire ou avec la société civile. En créant une **vice-présidence en charge des partenariats avec la société civile**, notre université doit être au cœur des réflexions et expérimentations menées pour construire des réponses aux enjeux sociétaux, économiques et environnementaux de demain.
- De **conforter nos relations avec nos EPST partenaires** (CEA, CHRU, CNRS, INRAe, INSERM) par la construction de projets ambitieux, mais aussi développer nos réseaux avec nos **universités internationales partenaires**. Dans les deux cas, les collectivités territoriales (villes, métropole, département et région) doivent être associées à l'ensemble de nos réflexions, en particulier dans le cadre de la coopération décentralisée (à l'image du projet ARCUS Inde, pluridisciplinaire et transversal, que nous avons mis en place avec la Région

Centre Val de Loire pendant ma mandature de vice-président en charge des relations internationales).

Malgré la LPR, il nous reviendra enfin de favoriser le recrutement pérenne pour **capitaliser les compétences développées** par tous les personnels, en reconnaissant la place indispensable de tous les personnels au bon fonctionnement de la recherche.

### **Pour une université ouverte, responsable et solidaire**

Tant pour les étudiant.e.s que pour les personnels, à la fois la **qualité des relations humaines et la qualité de notre environnement de travail**, jouent un rôle central dans la réussite de nos projets. Les dimensions économiques, écologiques, sociales et culturelles des crises que nous traversons nous obligent à plus de solidarités, mais également à plus de responsabilités et à être plus ouverts vers la société civile. Dans un tel contexte, nous nous devons d'agir :

- Pour des **conditions de vie et d'étude satisfaisantes** pour tou.te.s les étudiant.e.s, en s'appuyant notamment sur la CVEC (Contribution de Vie Etudiante et de Campus) qui doit bénéficier pleinement aux étudiant.e.s. C'est une absolue priorité que nous porterons en créant une **vice-présidence en charge de la santé et des handicaps, des solidarités et de l'accompagnement social** des étudiant.e.s. Avec l'aide d'une deuxième vice-présidence étudiante, nous favoriserons la mise en place d'une AGORAé. Dans un premier temps, ce tiers lieu abritera une épicerie solidaire et une ressourcerie, mais son objectif est beaucoup plus large et vise à devenir un lieu de partage des savoirs, de lutte contre l'isolement social, etc. Pour tou.te.s, il est clair que le **Service de Santé Université doit être renforcé**, mais aussi que ses actions doivent en partie être délocalisées sur les différents sites de l'université. Le rôle du CHSCT à destination des personnels doit également être aussi renforcé pour lutter efficacement contre le développement des troubles psycho-sociaux et organiser la prévention.
- Pour que l'université de Tours soit **exemplaire sur le plan écologique**. Une vice-présidence en charge de la transition écologique sera ainsi créée, les objectifs visés concernant toutes les activités liées à l'université. Dans ce cadre, il nous faudra notamment examiner comment **réduire l'empreinte carbone globale de l'université** dans tous les aspects, aussi bien internes (transports, isolation thermique, stockage des données, etc.) qu'externes (au travers des commandes et travaux réalisés par des entreprises), et poursuivre nos efforts pour **favoriser les mobilités douces**, encourager et financer les jardins collectifs sur les sites de l'université. Désireux de répondre aux enjeux en matière environnementale, le nouveau programme Erasmus+ évolue et la mobilité internationale de nos personnels et étudiant.es sera repensée en ce sens.
- Pour que l'université de Tours soit **un lieu central de partage des savoirs**, un lieu de formation émancipatrice et critique. À Tours comme à Blois, la présence de nombreux sites universitaires ouverts sur la ville est un atout considérable. Dans ce cadre, la vie de nos campus doit être dynamisée, par exemple en favorisant le dialogue art-sciences, en mettant en place avec les étudiant.e.s des cycles de conférences-débats sur les grands enjeux d'aujourd'hui (un tel projet permettra de mieux valoriser les nombreux engagements des étudiant.e.s dans la vie associative).

Les propositions présentées dans cette profession de foi ne sont pas exhaustives et nécessiteront surtout d'être **débatues collectivement**. Réduire l'acte de gouverner à l'exercice d'un pouvoir n'est pas dans ma conception. Selon moi, gouverner vise davantage à **construire une organisation harmonieuse permettant à toutes et à tous de remplir au mieux son rôle** pour répondre aux enjeux pédagogiques et scientifiques de demain.

Au terme d'une longue campagne que j'ai souhaitée transparente et respectueuse, mon engagement est de gouverner l'université de Tours de cette manière si vous m'accordez votre confiance à travers vos suffrages. Dans le contexte difficile que nous traversons, c'est d'**une convergence de toutes nos forces** dont nous avons besoin, au-delà de ce qui nous distingue.

**Arnaud Giacometti**  
*candidat à la présidence de l'université de Tours*